

Programme de coopération territoriale Espace Sud-ouest européen  
INTERREG IV B

Cahier des charges pour la sélection d'un contrôleur de 1<sup>er</sup> niveau,  
des dépenses réalisées sur le territoire français

## I. Contexte de la mission

Le programme de coopération territoriale européenne INTERREG IV B Espace Sud-ouest européen est un programme qui associe l'Espagne, la France, le Portugal et le Royaume-Uni, autour de projets de développement transnationaux associant, chacun, un premier bénéficiaire (chef de file) et au moins un autre bénéficiaire (partenaire), situés dans au moins deux de ces quatre pays. Les projets sélectionnés sont ensuite financés par les fonds publics et privés nationaux ainsi que par l'Union européenne au moyen du Fonds structurel FEDER.

Le territoire concerné réunit les 30 régions et villes autonomes (NUTS II) suivantes:

Espagne : Galicia, Principado de Asturias, Cantabria, País Vasco, Comunidad Foral de Navarra, La Rioja, Aragón, Comunidad de Madrid, Castilla y León, Castilla-La Mancha, Extremadura, Cataluña, Comunidad Valenciana, Islas Baleares, Andalucía, Región de Murcia, Ciudad Autónoma de Ceuta, Ciudad Autónoma de Melilla

France: Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Languedoc-Roussillon

Portugal: Norte, Algarve, Centro, Lisboa, Alentejo

Royaume-Uni: Gibraltar

Cet espace de coopération regroupe 62 millions d'habitants.

L'autorité de gestion du programme est

Le Gouvernement de Cantabrie – Direction Générale de l'Economie, Consejería de l'Economie et des Finances. Un secrétariat technique conjoint est basé à Santander.

Le programme retient quatre priorités : La promotion de l'innovation et la constitution de réseaux de coopération pérenne dans le domaine des technologies ; le renforcement de la protection et la conservation durable de l'environnement et du milieu naturel ; l'intégration harmonieuse de l'espace du SUDOE et l'amélioration de l'accessibilité aux réseaux d'information ; la promotion du développement urbain durable. Son coût total est évalué à 132 millions d'euros. Globalement, le financement européen s'élève à plus de 99 millions d'euros de FEDER soit un taux d'environ 75 %

Le préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité nationale française du programme, et deux des Régions (collectivités) françaises concernées, représentent la France dans les organes de direction du programme : comité de suivi et comité de programmation.

Des informations plus précises peuvent être obtenues sur le site internet du programme :

<http://www.interreg-sudoe.eu/FRA>

L'autorité nationale du programme, le préfet de la région Midi-Pyrénées, est notamment responsable du bon fonctionnement du système de gestion et de contrôle du programme, sur le territoire français. A ce titre, il organise les modalités selon lesquelles s'effectue un « contrôle de 1<sup>er</sup> niveau » des dépenses déclarées réalisées par les bénéficiaires du financement européen.

**Concernant ce contrôle de 1<sup>er</sup> niveau, l'article 16 du Règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 dispose :**

« 1. Afin d'assurer la validation des dépenses, chaque État membre met en place un système de contrôle permettant de vérifier la fourniture des produits et des services faisant l'objet du cofinancement, la validité des dépenses déclarées pour les opérations ou parties d'opérations mises en œuvre sur son territoire et la conformité de ces dépenses et des opérations ou parties d'opérations s'y rapportant avec les règles communautaires et ses règles nationales.

À cette fin, chaque État membre désigne les contrôleurs chargés de vérifier la légalité et la régularité des dépenses déclarées par chaque bénéficiaire participant à l'opération. Les États membres peuvent décider de désigner un contrôleur unique pour l'ensemble du territoire couvert par le programme.

Dans le cas où la vérification de la fourniture des produits et des services faisant l'objet du cofinancement ne pourrait se faire que pour l'ensemble de l'opération, cette vérification est réalisée par le contrôleur de l'État membre où est établi le premier bénéficiaire ou par l'autorité de gestion.

2. Chaque État membre veille à ce que les dépenses puissent être validées par les contrôleurs dans un délai de trois mois. »

Pour la partie française de l'Espace Sud-ouest européen, le contrôle de 1<sup>er</sup> niveau repose à la fois sur l'État, par l'intermédiaire du préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité nationale du programme, et sur chaque bénéficiaire lui-même qu'il soit premier bénéficiaire ou bénéficiaire d'un projet. Le contrôle de 1<sup>er</sup> niveau comporte d'abord des travaux conduits par des contrôleurs de 1<sup>er</sup> niveau (incluant le cas échéant, les travaux complémentaires de consolidation faits par le contrôleur du premier bénéficiaire du fait des responsabilités particulières qui incombent à ce dernier conformément à l'article 20 du règlement CE N° 1080/2006, §c et d), puis un contrôle de la qualité de ces travaux.

Dans un premier temps, chaque premier bénéficiaire ou bénéficiaire situé sur le territoire français, qu'il soit de nature publique ou privée, doit sélectionner un contrôleur externe, chargé d'effectuer un contrôle de 1<sup>er</sup> niveau. Les coûts correspondants aux prestations de ce contrôleur peuvent faire partie de la dépense éligible au FEDER.

Le contrôle de la qualité de ce contrôle de 1<sup>er</sup> niveau est ensuite effectué par le préfet de la région Midi-Pyrénées ou par un organisme de contrôle qualité auquel cette tâche est déléguée. Ce contrôle qualité doit être fait par sondage et a posteriori pour éviter des retards dans la validation des dépenses qui doit se faire dans le délai de 3 mois.

Dès l'adoption définitive du procès-verbal de la réunion du comité ayant programmé des aides européennes, le préfet de la région Midi-Pyrénées prend contact avec chacun des premiers bénéficiaires ou bénéficiaires français concernés, pour leur rappeler l'obligation de sélection d'un contrôleur de 1<sup>er</sup> niveau, indiquée au paragraphe précédent, et les accompagner dans cette sélection.

Dans un deuxième temps, le préfet de la région Midi-Pyrénées doit valider la sélection effectuée

Dans un troisième temps, la Préfecture de Région Midi-Pyrénées informe l'autorité de gestion via le secrétariat technique conjoint de la validation du choix des contrôleurs de 1er niveau nécessaires pour chaque bénéficiaire français participant au projet.

L'autorité de gestion ne peut pas proposer le paiement de FEDER à un premier bénéficiaire ou à un bénéficiaire français, tant que la validation du contrôleur de 1er niveau nécessaire pour le bénéficiaire français concerné, ne lui a pas été confirmée, via le Secrétariat Technique Conjoint, par la Préfecture de Région Midi-Pyrénées.

Compte tenu du délai réglementaire de 3 mois au terme desquels les dépenses doivent avoir été validées et des délais de transmission à l'Autorité de gestion des demandes de paiement, le premier bénéficiaire ou bénéficiaire doit transmettre la demande d'approbation du contrôleur le plus rapidement possible après décision du Comité de programmation sur l'allocation d'une subvention FEDER, sous peine de ne pas disposer du certificat d'approbation en aval, dans des délais compatibles avec les délais de transmission des demandes de paiement.

Des rapports-types de contrôle sont fournis aux contrôleurs de 1<sup>er</sup> niveau par la Préfecture de Région Midi-Pyrénées.

Chaque déclaration de dépenses d'un premier bénéficiaire ou d'un bénéficiaire est contrôlée par le contrôleur de 1<sup>er</sup> niveau sélectionné, puis transmise, accompagnée d'un original du rapport de contrôle, au premier bénéficiaire du projet, chargé des déclarations de dépenses (avec copie au bénéficiaire pour la partie du rapport le concernant). Simultanément, le contrôleur vérifie, accepte ou refuse et valide les dépenses dans l'application informatique du programme.

Parallèlement, une copie du rapport de contrôle est transmise à la préfecture de la région Midi-Pyrénées .

Il est précisé que le contrôle de 1er niveau effectué lors de chaque déclaration de dépenses intermédiaire est, au minimum, un contrôle sur pièces et que le contrôle de 1er niveau effectué lors de chaque déclaration de dépenses finale est un contrôle sur pièces originales et sur place, accompagné d'une vérification de la matérialité et de la conformité de la réalisation de l'opération. Les règles et bonnes pratiques établies, en matière de contrôle, par la Commission européenne ou par la Commission interministérielle de coordination des contrôles, autorité d'audit française des programmes européens, doivent être suivies par les contrôleurs de 1<sup>er</sup> niveau.

A cet égard, doivent être prises en compte les recommandations de la Commission européenne pour les programmes de Coopération territoriale européenne en matière de contrôles sur pièces et sur places. Ces recommandations sont détaillées au point IV du présent cahier des charges.

Par sondage, la Préfecture de la région Midi-Pyrénées s'assure du respect des modalités du contrôle de 1<sup>er</sup> niveau et de la qualité de ce contrôle.

D'une manière générale, le Préfet de la région Midi-Pyrénées vérifie que le contrôle décrit ci-dessus est effectué dans les conditions prévues.

## II. Documents nécessaires à la mission

### *Documents généraux*

- Règlement européen (CE) N° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au FEDER
- Règlement européen (CE) N° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion
- Règlement européen (CE) N° 1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution des deux règlements cités précédemment
- Conseils pour une méthodologie commune permettant d'évaluer les systèmes de gestion et de contrôle dans les Etats-membres (COCOF 08/0019/00-FR)
- Note d'orientation sur les vérifications de la gestion par les Etats membres (version définitive du 5 juin 2009)
- Décret n° 2007-103 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales françaises d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013
- Programme opérationnel de coopération territoriale européenne Espace Sud-ouest européen pour la période 2007-2013
- Vademecum du contrôle de 1<sup>er</sup> niveau
- Rapport-type de contrôle de 1<sup>er</sup> niveau pour une déclaration de dépenses intermédiaire
- Rapport-type de contrôle de 1<sup>er</sup> niveau pour une déclaration de dépenses finale

### *Documents spécifiques à l'opération contrôlée*

- Dossier de candidature consolidé
- Accord de collaboration entre partenaires
- certification des contreparties nationales
- lettre de notification de l'approbation du projet
- Formalisation de l'octroi de l'aide FEDER

### *Documents fournis par le premier bénéficiaire ou bénéficiaire à chaque déclaration de dépenses*

- Rapport d'exécution
- Tableau récapitulatif des dépenses pour la période considérée cosigné par le déclarant (personne habilitée à engager la structure) et par son comptable
- Copie des justificatifs permettant de vérifier la nature et le montant des dépenses ainsi que les dates des paiements correspondants
- Eventuels justificatifs de la régularité de la passation des marchés publics (dans le cas d'un bénéficiaire de nature publique )
- Tableau récapitulatif des recettes, dont autres aides reçues (date, montant), cosigné par le déclarant (personne habilitée à engager la structure) et par son comptable

### *Documents supplémentaires fournis par le premier bénéficiaire ou bénéficiaire lors de la déclaration de dépenses finale*

- Rapport final
-

- Preuve de la publicité faite de l'aide FEDER

Remarque : le contrôleur doit être tenu informé, par le bénéficiaire, des événements ou modifications concernant le projet, pendant tout son déroulement.

### III. Conditions d'exercice de la mission

Le prestataire contrôleur de 1<sup>er</sup> niveau se fonde sur :

- ses solides connaissances en matières comptable et juridique
- sa bonne connaissance et compréhension des réglementations européennes et françaises en matière d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels
- une qualification pour la réalisation de contrôles

Une expérience réussie en matière de contrôle de projets cofinancés par les fonds structurels européens est très souhaitable.

Le prestataire atteste de son indépendance vis-à-vis du bénéficiaire contrôlé et s'engage à effectuer ses travaux de contrôle dans un délai maximum de deux mois après la réception de l'envoi, par le bénéficiaire, d'une déclaration de dépenses.

### IV. Description des travaux à réaliser

Le prestataire doit :

- vérifier la complétude du dossier qui lui est remis par le bénéficiaire
- vérifier la cohérence interne du tableau récapitulatif de dépenses
- vérifier l'éligibilité des dépenses au regard des règles nationales et communautaires en vigueur notamment celles relatives à la commande publique et aux aides d'Etat
- vérifier que les dépenses déclarées correspondent à des dépenses prévues par l'acte attribuant l'aide FEDER et qu'elles ont été payées au bon créancier
- vérifier que l'opération n'est pas surfinancée et que les financements octroyés respectent les plafonds autorisés en matière d'aides publiques
- vérifier la matérialité et la conformité de la réalisation de l'opération en effectuant un contrôle sur place systématiquement à la clôture du projet ou au fur et à mesure de l'avancement du projet, selon une fréquence et une ampleur définie par le contrôleur en fonction de la nature et de la taille du projet
- vérifier, lors de la déclaration de dépenses finale, sur pièces originales et sur place, que les justificatifs fournis sont sincères et qu'ils correspondent à l'opération cofinancée
- vérifier, lors de la déclaration de dépenses, qu'une publicité de l'aide apportée par le FEDER a été assurée .

Il conviendra de prendre en compte les recommandations de la Commission européenne pour les programmes de Coopération territoriale européenne :

### Pour les contrôles sur pièces :

*S'agissant de la réalité du projet, permettent de s'en assurer :*

- *pour les études, la production du rapport, toutes informations sur sa diffusion ;*
- *pour les séminaires, les convocations, les listes émargées de présence, les actes du séminaire ;*
- *pour les réalisations matérielles, une visite sur place sur le lieu de réalisation ;*

Pour les contrôles sur place : la Commission européenne préconise, pour les opérations matérielles, une visite systématique sur le lieu de réalisation (qui n'est pas forcément l'endroit où se trouve le dossier administratif) au-delà d'un certain seuil qui sera communiqué ultérieurement ;

*Pour les opérations matérielles en-dessous du seuil fixé et les opérations immatérielles, il convient de ne pas exclure la possibilité d'une visite sur place.*

Le prestataire rédigera son rapport de contrôle en utilisant le modèle fourni en le complétant, si besoin, et en y joignant la liste de vérification des contrôles effectués (« check-list ») également fournie.

Il retournera ensuite la déclaration de dépenses et son rapport de contrôle validé au bénéficiaire ou l'adressera directement au premier bénéficiaire du projet avec une copie au bénéficiaire partenaire du projet, selon ce qui aura été convenu. Simultanément, il, acceptera ou refusera et validera les dépenses dans l'application informatique du programme. Il bénéficiera pour cela d'un accès personnalisé à cette application.

Parallèlement, il transmettra une copie de son rapport de contrôle validé au Préfet de la région Midi-Pyrénées accompagnée de la liste de vérification des contrôles effectués (« check-list »).

## V. Candidature

Le candidat doit fournir les éléments permettant de s'assurer des conditions d'exercice de la mission, tels qu'ils sont définis au III.

Il doit, de plus, fournir une note méthodologique précisant les modalités d'organisation qu'il propose pour exercer le contrôle.

Il doit indiquer les moyens humains et techniques qu'il mobilisera.

Il doit estimer le nombre de journées nécessaire pour contrôler une déclaration de dépenses et s'engager sur un prix TTC par journée.

Il doit s'engager sur le prix spécifique du contrôle de la déclaration de dépenses finale, avec la visite sur place nécessaire.

Il doit s'engager sur un prix total de sa prestation correspondant au contrôle de 1<sup>er</sup> niveau de l'ensemble de l'opération, selon le nombre de déclarations de dépenses à effectuer et une estimation du nombre de justificatifs qui seront présentés au contrôle.

## VI. Surcontrôle

Comme le prévoient les réglementations communautaires et nationales ainsi que le programme Sud-Ouest européen, le prestataire retenu pourra éventuellement être soumis à un ou des contrôles de 2<sup>ème</sup> niveau effectués par la préfecture de la région Midi-Pyrénées, autorité nationale française, par l'organisme de contrôle de la qualité, par l'autorité de gestion du programme, l'autorité d'audit, l'autorité de certification ou par tout organe de contrôle britannique, espagnol, français, portugais ou communautaire, mandaté à cet effet.

En conséquence, le candidat doit s'engager à permettre tout contrôle et à donner toutes facilités aux contrôleurs.

Il s'engage pour cela à conserver et tenir à disposition les documents relatifs aux contrôles en prévision des demandes des organismes de contrôle de niveau national et communautaire.